PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE *REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE*

---------- ----------

Union-Discipline-Travail

ALLOCUTION DE SEM ALASSANE OUATTARA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE, PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO A L'OUVERTURE DES TRAVAUX DE LA 43ème SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO

Abuja, le 17 juillet 2013

-Excellence Monsieur Goodluck JONATHAN, Président de la République Fédérale du Nigéria ;
-Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO;
-Mesdames et Messieurs les Ministres ;
-Monsieur le Président de la Commission de la CEDEAO ;
-Monsieur le Représentant de la Commission de l'Union Africaine ;
-Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies, chargé de l'Afrique de l'Ouest ;
-Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions Diplomatiques ;
-Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations Internationales ;
-Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institutions de la CEDEAO;
-Mesdames et Messieurs les Commissaires ;
-Honorables Invités ;
-Mesdames et Messieurs,

Je voudrais avant de commencer mon propos, vous prier de bien vouloir vous lever, pour observer une minute de silence, en la mémoire des soldats tombés au champ d'honneur, au Mali, au Nigeria et au Niger, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité.
Je vous remercie.

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Je voudrais à présent, adresser, en votre nom à tous, nos sincères remerciements à mon ami et Frère, le Président Goodluck Ebele JONATHAN, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous est réservé ainsi qu'à nos délégations à l'occasion de chacun de nos séjours à Abuja.

Notre conférence s'ouvre sous le signe de l'espoir et de l'optimisme, au regard de l'évolution positive et des perspectives de règlement durable des principales crises dans notre sous-région. En effet, au Mali, le déploiement de la MINUSMA et la confirmation du calendrier électoral par les autorités de la transition consolident la perspective d'un retour rapide à l'ordre démocratique et constitutionnel. Le peuple malien doit pouvoir à présent compter sur l'expérience de sa classe politique et sur le soutien de la communauté internationale pour rendre irréversible la tenue de ces élections le 28 juillet prochain. Je voudrais en votre nom à tous saluer et féliciter le Président Dioncounda Traoré pour son courage et sa disponibilité dans la conduite de la transition au Mali.

En Guinée-Bissau, la transition est désormais inclusive et les autorités de la transition envisagent l'élection présidentielle pour novembre prochain. J'invite, une nouvelle fois, la Communauté internationale à lever la mise au ban des autorités de la transition et à soutenir le processus électoral afin d'éviter toute interférence ou toute nouvelle aventure militaire. Notre priorité doit demeurer le peuple de Guinée-Bissau dont la souffrance nous interpelle. Je félicite le Président Sherifo Nhamadjo pour sa disponibilité, malgré les difficultés de son pays que nous connaissons tous.

Je me réjouis également du consensus auquel sont parvenus les acteurs politiques en Guinée Conakry et au Togo en vue d'élections législatives apaisées. Je voudrais à cet égard saluer les Présidents Alpha Condé et Faure Essozimna Gnassingbé pour leur patience et leur clairvoyance.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

En dépit de ces évolutions positives, le terrorisme, la circulation des armes légères, le trafic de drogue et d'êtres humainscontinuent de menacer la région Sahélo-saharienne et appellent à plus de vigilance, de solidarité et de partenariat stratégique. Notre attention doit également être portée sur la sécurisation et la pacification de nos côtes et des eaux du golfe de Guinée à travers le renforcement

de nos capacités nationales et la mise en œuvre des décisions du Sommet de Yaoundé de juin dernier.

A cet égard, je me réjouis de la décision de l'Union Africaine de créer une Force de réaction rapide, capable d'être déployée immédiatement en cas de nécessité. Nous devons aussi accélérer, en notre sein, la mise en place d'une politique et d'une capacité de défense adaptées aux menaces du moment et enrichies de notre expérience au Mali. C'est dans cet esprit de solidarité que je souhaite que la Conférence de Paris sur la sécurité prévue en décembre prochain, contribue au renforcement des capacités africaines et à l'émergence d'un réel partenariat entre l'Afrique et l'Europe en matière de défense. La Communauté internationale doit continuer de soutenir nos efforts au Sahel en mettant en œuvre, de manière coordonnée et concertée, la stratégie Sahel des Nations Unies et en renforçant les synergies entre les différentes initiatives consacrées à cette zone.

Excellences Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Il s'agira, au cours de cette session, d'évaluer les progrès enregistrés depuis notre dernière rencontre afin de préciser nos priorités et les orientations de nos actions communes. Les nombreux défis communautaires commandent la plus grande perspicacité et la plus grande rigueur dans la gestion des dossiers prioritaires notamment ceux relatifs au processus d'intégration régionale, aux questions institutionnelles, à la paix et à la sécurité régionale.

L'amélioration croissante de l'environnement sécuritaire doit nous permettre d'accélérer notre construction régionale, de consolider les bases de la croissance économique de nos pays et d'améliorer le bien-être de nos concitoyens. En effet, avec des taux de croissance significatifs et des projections de PIB de l'ordre de7% en 2013, contre 6,6% en 2012, notre sous-région est une zone économique dynamique, qui offre des opportunités et des perspectives d'investissements uniques, dans un contexte économique international morose.

Afin de saisir toutes les opportunités et les effets multiplicateurs de cette dynamique, il nous faut poursuivre la politique de construction d'infrastructures à vocation sous-

régionale, dans le cadre de projets intégrateurs,notammentdans les secteurs du transport et de l'énergie. A cet égard, nous pouvons nous féliciter des initiatives entreprises, ces derniers mois, par la Commission de la CEDEAO et les Ministres des pays concernés pour accélérer la réalisation et la réhabilitation des grandes infrastructures d'interconnexions routières, ferroviaires, électriques, énergétiques, conformément aux directives de la 42ème Session ordinaire de notre Conférence, à Yamoussoukro, en Février 2013.

Dans le même esprit, nous pouvons saluer les avancées notables dans la réalisation de l'Union douanière grâce à l'important travail mené par les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'examen du rapport du Président de la Commission nous situera sur la marche de notre Organisation et sur l'état d'avancement des négociations avec l'Union européenne dans le cadre de la conclusion d'un Accord de Partenariat Économique régional.

Face à l'enjeu que revêtent ces discussions, je souhaite que soient préservés les intérêts de nos populations et l'excellence de notre partenariat avec l'Union européenne.

Au regard des solides fondements structurels de notre Organisation, nos partenaires doivent contribuer au financement de projets intégrateurs et à la mise en valeur des ressources de notre sous-région.

Nous devons également poursuivre la modernisation de notre organisation conformément aux décisions prises par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement lors de la 42ème session ordinaire, notamment celles relatives à l'élargissement de la Commission à quinze Commissaires. Le Président de la Commission avait été instruit de proposer un nouveau découpage des départements.

L'examen du rapport de la 70ème session du Conseil des Ministres relatif à l'ensemble des recommandations sur ces différentes questions devra nous préciser les orientations à prendre pour relever les immenses défis qui nous attendent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Tous les efforts en cours pour parfaire l'intégration de nos économies et l'œuvre de construction communautaire sont bien évidemment liés au préalable de la paix, de la démocratie, de la stabilité et de la sécurité.

C'est fort des progrès réalisés que je voudrais, en votre nom, réitérer nos remerciements au Président Goodluck JONATHAN, Co-Médiateur dans la crise malienne, Président du Groupe Régional de Contact sur la Guinée-Bissau, au Président Blaise Compaoré, Médiateur dans la crise malienne et au Président Alpha Condé, Médiateur dans la crise bissau-guinéenne pour leurs inlassables efforts en vue de la résolution des crises tant au Mali qu'en Guinée-Bissau. Mes remerciements vont également à l'endroit des Présidents Idriss Déby Itno et François Hollande pour l'action décisive de leur pays en faveur de la sauvegarde de l'Unité de la nation malienne. Je voudrais enfin remercier l'Union africaine, l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et le Japon ainsi que bien évidemment l'Organisation des Nations Unies qui ne ménagent aucun effort dans leur soutien à notre Organisation.

Tout en souhaitant pleins succès à nos travaux, je déclare ouverts les travaux de la 43ème session ordinaire de notreorganisation.

Je vous remercie.